

TORSADES : la reconnexion agriculture-alimentation à l'échelle de trois territoires

Fabienne Barataud^{1*}, Gilles Billen², Josette Garnier², Catherine Mignolet¹, Caroline Petit³, Louise de la Haye Saint Hilaire^{1,3}

¹ INRAE ASTER Mirecourt

² CNRS METIS Paris

³ INRAE SADAPT Paris

* fabienne.barataud@inrae.fr

Résumé

Considérant la nécessité de reconnecter une production agricole durable et la consommation alimentaire, le projet TORSADES ambitionne d'analyser les modalités, les impacts, les contraintes et les leviers de cette reconnexion. Il se déploie à l'échelle de trois territoires contrastés (le périurbain de l'Ouest parisien, le Brie laitière et l'Ouest vosgien) où peuvent se mettre en place des initiatives de reconnexion spécifiques. Une analyse conjuguant le métabolisme des systèmes alimentaires exprimé sous forme de flux de matières, la diversité et l'organisation spatiale des exploitations agricoles et de leurs circuits de commercialisation, et les relations entre acteurs des systèmes alimentaires à l'échelle locale, a été valorisée sous la forme d'un portfolio comprenant une dizaine de fiches correspondant aux différents segments de la chaîne. Un séminaire final a enfin permis la rencontre des acteurs des trois territoires pour élaborer des réflexions communes sur les capacités respectives des territoires vis-à-vis de la reconnexion agriculture-alimentation.

Points clefs

- ✓ *Un portfolio de 10 fois 4 pages éclairant les différents segments de la chaîne agri-alimentaire.*
- ✓ *Des collectifs locaux ayant pu se projeter sur le futur au travers d'un exercice de construction de scénario*
- ✓ *Des échanges fructueux entre territoires.*

Abstract

Considering the need to reconnect sustainable agricultural production and food consumption, the TORSADES project aims to analyze the modalities, impacts, constraints and levers of this reconnection. It was deployed on the scale of three contrasting territories (the peri-urban areas of western Paris, the Brie dairy region and the western Vosges region) where specific reconnection initiatives can be set up. An analysis combining the metabolism of food systems expressed in the form of material flows, the diversity and spatial organization of farms and their marketing channels, and the relationships between food system actors at the local level, was developed in the form of a portfolio comprising ten sheets corresponding to the various segments of the chain. Finally, a seminar allowed actors from the three territories to meet and elaborate common reflections on the respective capacities of the territories with regard to the agriculture-food reconnection

Key points

- ✓ *A 10 x 4 pages booklet highlighting the different segments of the agri-food chain*
- ✓ *Local collectives project themselves into the future through a scenario building exercise*
- ✓ *Fruitful exchanges between territories*

Introduction

Dans le contexte d'une nécessaire transition écologique et sociale, la reconexion de la production agricole et de la consommation alimentaire s'impose comme une impérieuse nécessité (Garnier et al., 2016 ; Anglade et al., 2017). Un ré-ancrage territorial du cycle production-transformation-distribution-consommation et une sortie de la spécialisation et de l'intensification de l'agriculture (Xiao et al., 2015 ; Reau et al., 2017 ; Schott et al., 2018) sont par conséquent nécessaires. Des scénarios construits à l'échelle de la France, de l'Europe ou du monde montrent la capacité de systèmes agri-alimentaires autonomes et reconnectés à répondre aux besoins alimentaires nationaux et mondiaux avec beaucoup moins de dommages environnementaux que les systèmes actuels spécialisés et ouverts (*i.e.* fortement dépendants d'intrants exogènes et dont les productions sont massivement exportées des territoires supports) (Lassaletta et al., 2016 ; Billen et al., 2018 ; 2021). Des initiatives locales existent pour construire des systèmes alimentaires plus durables (Mignolet et al., 2018) et de nombreux travaux s'attachent, sur la base de l'étude de ces cas, à analyser la dimension spatiale des circuits de proximité (Baysse-Lainé & Perrin, 2017), à comprendre pourquoi et comment certains modes de coordination et de conduite de projet, certaines politiques publiques (Bonnefoy & Brand, 2014), mais aussi certaines attentes et certains comportements des consommateurs, certains acteurs associatifs et mouvements autour de l'agriculture biologique (Barataud et al., 2019), ou encore certaines formes d'agriculture (Lamine, 2012) sont mieux à même de faciliter les mécanismes de transition à l'échelle de systèmes alimentaires territoriaux.

Le projet TORSADES (« TerritORialisation de Systèmes Agri-alimentaires Durables : Impacts et modalités, du local au régional ») est né d'une initiative conjointe de l'INRAE et du CNRS (Défi Mutations Alimentaires MUTALIM) visant à susciter des études de deux ans (2019-2020) coordonnées sur les enjeux de sécurité alimentaire et de gouvernance des systèmes agri-alimentaires. Il réunit trois équipes de recherche (ASTER et SADAPT pour INRAE, METIS pour le Cnrs). Dans ce cadre et celui de la phase 8 du PIREN-Seine, les objectifs du projet TORSADES sont :

- (1) de proposer une analyse englobante des systèmes alimentaires territoriaux qui tienne compte de la diversité des systèmes et des modes de production agricoles et de leur inscription dans des filières et circuits de commercialisation variés, ainsi que des processus biophysiques qui sous-tendent la production agricole et ses impacts sur l'environnement ;
- (2) de mettre en œuvre cette analyse à l'échelle macro-régionale et à l'échelle de territoires locaux porteurs d'initiatives de reconexion agriculture – alimentation, en mobilisant des bases de données existantes et des enquêtes ;
- (3) de mettre en discussion des alternatives de reconexion agriculture – alimentation avec des acteurs de l'agriculture et des territoires.

La problématique fondamentale est celle de l'ancrage de la production agricole d'un territoire dans sa consommation alimentaire. Le projet part en effet de la conviction, partagée par les chercheurs et plusieurs acteurs des terrains étudiés, que la connexion de l'agriculture à la consommation locale d'un territoire constitue un élément de cohésion essentiel voire indispensable à sa transition socio-écologique. Sans préconiser leur autosuffisance alimentaire complète, il s'agit de redonner de l'importance aux activités relatives à l'organisation de la chaîne agri-alimentaire en lien avec le fonctionnement local des territoires. Les travaux menés dans le projet visent à évaluer le degré actuel de connexion entre l'agriculture et la consommation alimentaire, et à montrer le chemin qu'il faudrait parcourir pour une connexion plus étroite.

L'étude a porté sur trois territoires contrastés (sur lesquels chacune des trois équipes avait déjà des engagements et partenariats locaux), représentatifs de trois types de situations du nord-est de la France.

- les territoires péri-urbains, et, plus précisément, polarisés par la métropole parisienne où l'agriculture résiste mais change de forme : **le périurbain de l'Ouest parisien** ;
- les territoires du bassin parisien avec une agriculture très spécialisée vers les grandes cultures d'exportation, voire vers l'élevage intensif : **la Brie laitière** ;
- les territoires plus ruraux et au maillage urbain plus multipolaire où la polyculture-élevage subsiste mais où ce maintien se fait toutefois au prix d'une forme de spécialisation et de déconnexion au territoire local : **l'Ouest vosgien**.

Le rapport 2020 (Billen et al., 2020) avait permis d'explicitier les différentes méthodologies et approches retenues par les trois équipes, de dresser un portrait des trois territoires à partir de critères de production,

transformation, distribution et consommation et d'en tirer une première ébauche de schéma de métabolisme territorial global pour chacun des terrains. L'équipe avait également rencontré des acteurs des différents territoires auxquels des versions préliminaires des résultats avaient été présentés ; ces échanges avaient permis de recueillir leurs avis sur les représentations proposées par les équipes de recherche, de vérifier leur pertinence pour dialoguer avec des acteurs non chercheurs, d'envisager des pistes d'amélioration ou de poursuite des travaux.

L'investissement des équipes en 2021 a porté sur une finalisation et une valorisation des analyses réalisées sur chacun des territoires et sur la construction d'un séminaire permettant d'atteindre le troisième objectif du projet, à savoir la mise en discussion des alternatives de reconnexion.

1. Réalisation d'un portfolio synthèse des résultats

Le portfolio¹ est constitué d'une série de 9 fiches (Fig. 1)

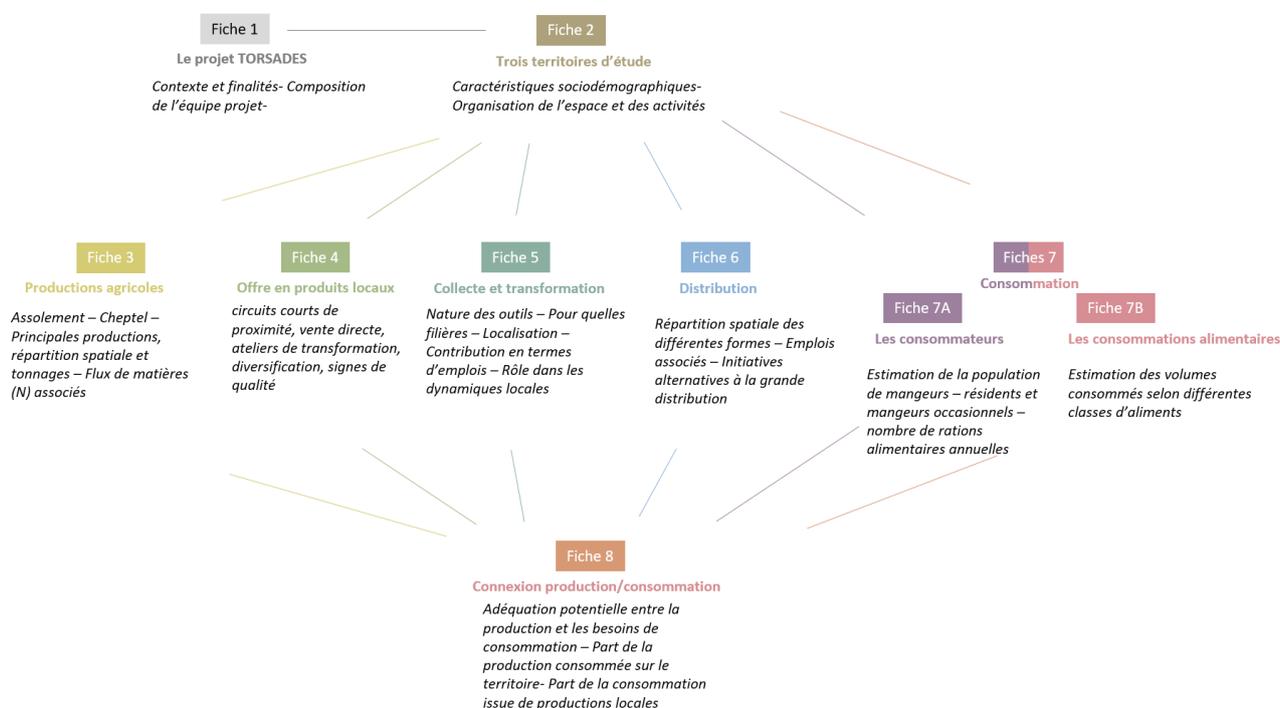


Figure 1. Organisation du portfolio synthèse des résultats analytiques de TORSADES.

Ces fiches sont organisées selon une vision « chaîne alimentaire » en décrivant successivement les étapes de production agricole, de collecte et transformation, de distribution, et de consommation. Une fiche spécifique propose un focus sur l'offre en produits locaux sur chacun des territoires (*i.e.* qui constitue une voie alternative à la collecte allant de pair avec la structuration en filière longue). La partie consommation est divisée en deux fiches : l'une visant à caractériser la population consommatrice, l'autre à estimer les volumes consommés. La dernière fiche fait la synthèse de différents éléments pour aboutir à un schéma de métabolisme territorial. Chaque fiche a fait l'objet de croisements de méthodes entre les équipes.

Les fiches ont été construites autant que possible selon un plan-type commun : la première page pose les enjeux spécifiques au segment considéré ainsi que les méthodologies (bases de données, enquêtes, analyses statistiques, cartographiques, ...) mises en œuvre par l'équipe pour les aborder. Les deux pages centrales rendent compte des résultats obtenus pour chacun des trois terrains. Enfin, la quatrième page propose une synthèse comparée des traits saillants des trois territoires.

¹ Ce porte-folio a été réalisé avec l'appui de Plume & Sciences pour la conception et de Lilou.B pour la conception graphique et la mise en pages.

De manière générale, les représentations visuelles ont été privilégiées ; les textes ont été travaillés collectivement dans l'optique d'aboutir à une expression à la fois scientifiquement précise et accessible par le plus grand nombre.

Ces fiches sont consultables en ligne : <https://www6.nancy.inrae.fr/sad-aster/Projets/TORSADES>

Elles ont été diffusées auprès des acteurs et actrices locaux et elles ambitionnent d'outiller ceux-ci dans leurs démarches de transition agri-alimentaire.

2. Organisation d'un séminaire acteurs-chercheurs, commun aux trois territoires

2.1. Objectifs et déroulé

L'objectif général du séminaire final était de présenter les résultats du programme TORSADES et d'enrichir la réflexion par la mise en discussion collective et la créativité autour de projets de reconexion agriculture-alimentation. Ce séminaire s'est tenu sur deux jours (les 27 et 28 septembre 2021) dans les environs de Troyes.

En vue de la bonne organisation de ce séminaire, l'équipe scientifique a reçu le soutien de :

- Sarah Lumbroso et Xavier Poux, du bureau d'étude pour la gestion de l'environnement AScA, qui ont aidé à construire ce séminaire et à en assurer une majeure partie de l'animation ;
- Alice Vettoretti, créatrice de Plume & Sciences, agence spécialisée dans le partage de travaux scientifiques, qui a notamment la charge d'accompagner la réalisation d'une plaquette qui permettra de restituer et témoigner des apports de ce séminaire.

Au total nous avons réuni une trentaine de participant.e.s, issu.e.s des trois territoires (ouest vosgien, Brie laitière, périurbain de l'ouest francilien) et aux casquettes, compétences et intérêts multiples (Tab. 1)

Tableau 1. Acteur.trice.s participant au séminaire.

	périurbain de l'ouest parisien	Brie laitière	ouest vosgien
Producteur.trice.s agricoles	2	1	3
Elu.e.s (mairies ou EPCI)	1	1	2
Représentant.e.s d'Institutions publiques, de structures intercommunales²	1	1	
Accompagnement technique agricole, formation	2	1	2
Chargé.e de mission, développement en collectivité			2
Associations, citoyen.ne.s avec expertise	1	2	

² Ce qu'on appelle « représentant.e.s d'institutions publiques, ou de structures intercommunales » sont par exemple un Etablissement Public d'Aménagement Paris Saclay ou un Parc Naturel Régional

Malgré l'échantillon restreint d'agriculteur.trice.s, des productions agricoles diversifiées étaient représentées : grandes cultures, élevage bovin laitier, polyculture-élevage, maraichage. Plusieurs des producteurs.trices présent.e.s ont par ailleurs une activité de transformation et/ou de vente directe.

Les personnes mobilisées pour ce séminaire sont de façon assumée des personnes engagées dans un mouvement de transition agri-alimentaire sur leur territoire, des personnes concernées par la question. Enfin, soulignons que ce sont parfois des personnes avec de multiples casquettes (agriculteur ET élu, par exemple).

Le programme (Fig. 2) a été conçu pour :

- Permettre une interconnaissance des trois territoires
- Favoriser l'appropriation des représentations « schémas de flux »
- Générer des discussions entre pairs sur les caractéristiques, verrous ou leviers à la reconexion
- Fédérer les collectifs locaux autour de projets communs
- Mutualiser des initiatives inspirantes.

Pour cela, différents temps ont été pensés avec des configurations diverses (acteurs.trices d'un même territoire entre eux, grand groupe, sous-groupes mixant les territoires).



Figure 2. Programme du séminaire.

2.2. Principaux résultats

2.2.1. Analyse de chaque territoire, reconstruite lors du temps 2

Elle a permis de compléter celle que nous avons tirée de nos propres travaux et qui figure dans le portfolio.

Les synthèses figurant ici sont le produit du travail des groupes et du temps de synthèse (temps 2 du programme).

- ➔ Sur le périurbain de l'Ouest parisien : les questions de diversification sont apparues comme centrales ; « il faudrait multiplier par 100 les petites fermes » affirment les producteurs locaux qui insistent sur le besoin de soutenir des projets d'installations familiales. Le besoin de remettre en place des activités d'élevage permettant des apports de matières organiques nécessaires aux maraîchers est également souligné. L'initiative locale d'épicerie participative est reconnue comme facilitatrice pour des installations sécurisées par ce débouché commercial. Localement, des communes peuvent fournir des terrains à des maraîchers, mais la gestion plus globalement du foncier n'est pas adaptée aux enjeux de diversification et la Politique Agricole Commune (PAC) constitue un frein puissant à la libération ou la reprise de terres. Par ailleurs, des concurrences fortes sur l'usage des sols s'exercent sur le territoire notamment avec des installations de méthanisation ou des zones industrielles. Les outils de transformation et de distribution locaux apparaissent comme largement insuffisants et de nouvelles relations doivent être construites sur le territoire (relations de confiance à construire avec les distributeurs, besoin de travailler avec la coopérative bio d'Ile de France, contrat d'approvisionnement garantissant les prix des légumes à travailler avec les collectivités). D'autres types d'enjeux sociaux sont aussi soulignés comme l'intégration des projets éducatifs dans le PAT (Projet Alimentaire Territorial), prise en compte de zones géographiques dont les populations sont moins dotées financièrement et qui ne consomment aujourd'hui pas de produits locaux de qualité. Le cadre de vie est également jugé peu attractif pour les jeunes agriculteurs. Enfin, une problématique spécifique de ce territoire périurbain fortement anthropisé est évoquée : l'artificialisation des sols, en réduisant la biodiversité et le territoire disponible pour les animaux, favorise le développement de certaines populations d'oiseaux (corbeaux) et rend leurs capacités de prédation sur les cultures plus problématiques.
- ➔ En Brie laitière : les flux de céréales sont actuellement structurants et le système semble verrouillé ; les grandes exploitations qui se sont spécialisées, ont de bons résultats économiques aujourd'hui, également grâce au renforcement opéré par la PAC ; ces exploitations n'ont donc pas d'incitation à se diversifier et la tendance de la méthanisation vient même encore plus verrouiller les systèmes. Le constat est donc fait d'un côté d'une logique de production et d'export à la fois très marquée et identitaire de ce territoire ; de l'autre côté les consommateurs et les résidents (essentiellement des ménages aux revenus moyens) ont un rapport particulier à leur territoire qui se traduit par une consommation des produits du territoire le week-end pour des questions d'identité et de « consommation-plaisir » sans rapport avec leurs pratiques quotidiennes (déplacements pendulaires domicile-travail, approvisionnement en GMS (Grande et moyenne surface). La GMS est par ailleurs accusée de rompre le contrat de confiance avec les producteurs et les consommateurs en mobilisant abusivement l'image du « local » ; ces consommateurs, néoruraux, n'ont donc que très peu de liens avec la population des producteurs. Dans ces conditions, amorcer la pompe d'une transformation locale et d'une vente directe semble extrêmement difficile : les producteurs éprouvent une certaine réticence à changer de métier et se diversifier alors que le régime actuel leur convient. C'est un territoire qui a du potentiel du fait de la coexistence de terres agricoles et un potentiel de consommateurs, mais sur lequel faire naître du lien pose fortement question. Si une volonté politique très générale s'exprime (manifeste notamment à travers l'émergence du Parc Naturel Régional Brie et Deux Morins), elle a toutefois du mal à s'ancrer et il manque un projet agricole territorialisé. L'idée est alors émise d'un diagnostic sous une forme patrimoniale qui permettrait d'objectiver et de faire vivre ce qui peut se jouer en termes de potentiels agronomiques, mais aussi de beaucoup mieux connaître les consommateurs un peu hors-sol.

➔ L'Ouest vosgien est un territoire au potentiel d'offre supérieur à la demande ; les exportations y sont importantes, mais paradoxalement c'est aussi un territoire avec beaucoup d'imports, notamment par manque de fruits et légumes produits sur le territoire. La population de ce territoire étant insuffisante pour absorber la production telle que structurée actuellement, il y aurait alors besoin de conserver de l'export pour assurer la survie des agriculteurs. Le caractère paradoxal du maintien d'une dynamique duale s'est exprimé : il s'agit d'un côté de rechercher une reconexion entre producteurs et consommateurs et de diversifier les productions ; et, dans le même temps, de conserver la dynamique d'exportation qui, pourtant, freine la reconexion. Cette tension entre ces deux modèles se traduit aussi sur les liens entre producteurs : il s'agit d'initier des nouvelles formes de coopération et de sortir du régime dominant de concurrence actuel. Pour l'augmentation de la production en fruits et légumes, une difficulté liée au foncier a été soulignée (prix, attachement patrimonial des agriculteurs qui ne veulent pas céder le foncier, poids des syndicats majoritaires qui freinent les négociations/discussions), ce qui détermine un besoin de travailler avec la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural). En écho à ce qui avait aussi pu être évoqué sur les autres territoires, sont soulignés d'une part des problèmes de compétition sur l'usage des sols et sur la destination des productions en lien avec le développement de la méthanisation, et, d'autre part, des difficultés de gestion des stocks (avec le besoin de développer des outils de transformation et de stockage adaptés à cette gestion des stocks). Les grandes distances qui séparent lieux de production, de transformation, de consommation sont un frein supplémentaire spécifique à ce territoire rural : cette dispersion géographique entraîne une dispersion des moyens et une difficulté à mutualiser ces derniers aux différentes échelles. L'enjeu d'une diversification des productions et des modes de distribution est la charge de travail des producteurs, qui va croissant si on inclut de la vente directe, pour des revenus qui restent très insuffisants. Enfin, des freins existent aussi du côté des consommateurs avec des revenus globalement très modestes (même s'il existe une relative diversité de revenus selon les communautés de communes de ce territoire) pour aller vers des produits diversifiés et de qualité ; ce dernier constat ne fait cependant pas l'unanimité des différents groupes, certaines expérimentations locales ayant fait la preuve que le choix de produits bios et locaux n'est pas forcément plus coûteux, par exemple en restauration collective. La loi EGALIM (Loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) est jugée insuffisante en l'état. Par exemple parce qu'elle fixe les règles de 50% de produits de qualité en termes de valeur et pas en volumes ce qui permet de vite atteindre le seuil, par exemple en introduisant juste de la viande de qualité sans modifier amplement l'assiette totale. L'Ouest vosgien reste toutefois un territoire porteur d'un certain nombre d'atouts :

- Existence sur le territoire d'outils de transformation ;
- Dynamique d'acteurs assez forte, positive, venue du terrain, avec une expérimentation qui a bien fonctionné ;
- Existence de beaucoup d'expériences petites (au sens de nombreuses expériences ponctuelles et locales, mais très positives, autour de la restauration collective dans des accueils de loisir, des collèges, un Institut Médico-Educatif, avec la démonstration faite de l'impact positif sur la santé ;
- Des expériences autour de la logistique avec des tournées de camions vrac dans les villages ; des établissements publics (lycée, IE INRAE) qui testent des choses ;
- Enfin, existence du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural qui permet de coordonner.

Des pistes très diverses ont finalement été envisagées : travailler avec des écologues pour résoudre des problèmes tels que la prolifération des sangliers, développer des épiceries participatives sur le modèle de celle de Saclay pour rapprocher lieux de distribution des villages.

En synthèse, les points saillants ayant fortement structuré les analyses sont :

- La compétition sur l'usage des sols (artificialisation VS. usages agricoles ; mais aussi compétition liée au développement de la méthanisation) ;
- L'importance de l'éducation ;
- Le déficit global en outils de transformation ;
- Les politiques nationales ou supranationales qui ne sont pas aidantes du point de vue de la reconexion, qui ne favorisent pas (suffisamment) une production de qualité,
- Les inter-territorialités à reconsidérer (manière dont les territoires, même avec une reconexion réussie, peuvent/doivent continuer à envisager des échanges – matériels mais aussi cognitifs – avec des extérieurs).

2.2.2.Travail en atelier par groupes constitués des acteurs d'un même territoire pour imaginer un futur réussi de reconexion à l'horizon de 2035

L'exercice, fructueux, a permis aux collectifs d'échanger, de se projeter en identifiant ce qu'ils espèrent et les moyens qu'ils envisagent pour y parvenir. Au final, les récits ainsi construits se sont révélés relativement différents, ce qui peut en partie s'expliquer par les contrastes entre les différents territoires. Toutefois, les discussions préalables en ateliers pléniers avaient plutôt eu tendance à faire apparaître des convergences de problématiques, d'enjeux et de grandes visées indépendamment des territoires. C'est donc bien dans la projection concrète et l'élaboration du récit d'un futur pour leur territoire que l'importance du caractère situé et de la manière dont ce collectif est capable de penser ensemble se sont manifestés.

Sur le périurbain de l'Ouest parisien : les questions de l'érosion du foncier agricole et de sa fragilité face à une urbanisation et une planification de « grands projets » qui semblent inéluctables n'ont pas été abordés de front. Il est assumé que le futur du plateau est un futur urbain (« nous ne sommes pas du tout à la campagne, nous sommes en ville, c'est de l'agriculture urbaine » [un agriculteur]). Le récit s'est construit autour d'une idée de fermes collectives sur les hectares agricoles restants pour permettre la reprise, l'installation de nouveaux agriculteurs avec une diversification des productions, l'émergence d'ateliers de transformation et la distribution en circuits courts. La taille des fermes actuelles (de 100 à 250, voire 500 ha) n'est pas fondamentalement remise en cause, mais chaque ferme permet alors l'installation d'une dizaine de producteurs qui ont un fonctionnement collectif : si chacun reste responsable de l'un des ateliers (élevage, maraichage...), l'entraide et la mutualisation des compétences permettent toutefois de limiter les contraintes et d'assurer un équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle. Sur chaque ferme collective est également installé un magasin de producteurs. La réussite de cette transformation est expliquée par un basculement dans les relations entre producteurs agricoles et collectivités : d'opposants, ils sont parvenus à une forme d'accord. Les collectivités ont pris des parts dans une légumerie, ce qui a incité plusieurs exploitants agricoles céréaliers à une diversification vers la production légumière. La Restauration Hors Domicile (RHD) apparaît alors comme un levier mobilisé en commun par les collectivités et les producteurs : cet approvisionnement permet de sécuriser les filières et de sensibiliser les consommateurs (personnels des nombreux sièges d'entreprises, scolaires). L'espace agricole restant trop restreint pour subvenir aux besoins de la population locale, une coopération a été renforcée avec des territoires limitrophes (notamment le Sud de l'Essonne). Enfin, une forme de considération nouvelle pour « l'écologie » a été permise : implantation de nombreuses haies (en respectant toutefois une dimension « paysagère » dans ce contexte de plateau), restauration d'une trame noire (favorable aux pollinisateurs et réduisant les impacts des prédateurs diurnes).

Sur la Brie laitière : le récit comprend également le renforcement des capacités de transformation et de distribution relocalisées : développement d'ateliers de transformation collectifs, mise en route d'un abattoir mobile, d'un magasin de fermes. Il intègre aussi le développement de « filières d'avenir » (nouvelles productions comme la vigne ou le chanvre) ou le renforcement de productions plus traditionnelles (AOP Brie de Coulommiers) sous des labels de qualité. Trois éléments structurent par ailleurs fortement le récit :

- (i) La relation à la métropole parisienne est extrêmement importante et marquée d'emblée : le territoire s'inscrit dans le prolongement d'un secteur nord d'urbanisation, un salon permanent des produits du terroir est créé (dénommé Brie Land, il est établi sur l'ancien territoire de Disneyland ayant fait faillite) pour permettre aux urbains parisiens de découvrir cette « campagne » et pour opérer un trait d'union entre l'agglomération parisienne et le territoire du Parc Naturel Régional (PNR) alors opérationnel. Ce territoire de PNR est d'ailleurs jugé trop petit pour que le projet puisse s'y inscrire et le récit s'appuie au contraire sur des liens avec l'extérieur dans une forme de territoire élargi.
- (ii) Un « pôle de recherche et d'innovation », « pôle d'excellence », « ouvert à l'international », est imaginé sur le territoire comme un moyen de drainer une population qualifiée, de développer des partenariats avec l'enseignement agricole et *in fine* de doter de nouvelles générations d'agriculteurs des moyens de mieux maîtriser les règles foncières ou réglementaires par exemple.
- (iii) Le territoire doit favoriser l'installation de nouvelles populations : des chercheurs, mais aussi des cadres parisiens venant mettre leurs compétences en ingénierie au service du développement des moyens de transformation locaux, des néoruraux s'installant en agriculture. La SAFER (« devenue sérieuse ») et les collectivités locales accompagnent ces transformations (réserve foncière, aides à l'installation ou à l'acquisition de terres).

Sur l'Ouest vosgien :

Le récit développé embrasse de nombreuses dimensions. Ici aussi, le développement d'outils de transformation collectifs a été promu (légumerie, abattoirs, pressage, coopérative viticole), la polyculture-polyélevage est renforcée avec quelques principes mis en avant : des ruminants nourris exclusivement à l'herbe, une diminution des élevages de porcs et volailles qui ne jouent qu'un rôle de détritivores (pas de compétition avec la production de légumes et céréales à destination de l'alimentation humaine), un fort développement de l'agroforesterie envisagée y compris du point de vue de sa contribution à l'alimentation (ex : amandiers, oliviers pour prendre en compte les impacts du changement climatique). Les outils politiques et réglementaires ont également évolué : la PAC est devenue PAL (Politique Agricole Locale), et si le label AB n'a plus de raison d'être car ses pratiques se sont normalisées sur l'ensemble du territoire, c'est en revanche un label BVE (Basse Valeur Environnementale) qui est apparu pour pointer, sous l'égide des citoyens, les modes de production ou de transformation qui ne sont pas à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux. Plus largement, sur le plan politique, c'est une véritable démocratie citoyenne qui a été mise en place (assemblées citoyennes, décisions ascendantes), l'échelle des salaires a été profondément réduite, les collectivités ont accompagné l'émergence de maisons de services publiques, épiceries, échanges de vélos, de matériel, et création de liens sociaux. Les mobilités sont repensées (capsules *urbanloops* sur la ligne 14, aménagement de pistes cyclables), de même que l'approvisionnement énergétique (développement du photovoltaïque en lieu et place du « fantasme de la méthanisation »). Le territoire, bien qu'ayant connu une augmentation de 20% de sa population, reste largement autosuffisant du point de vue de ses besoins alimentaires : les surfaces agricoles non nécessaires à la production alimentaire locale sont préférentiellement dirigées vers d'autres productions à destination du territoire (textile, bâtiment, énergie) dans un souci d'autonomie et de résilience ; seuls des produits transformés, artisanaux, à forte valeur ajoutée sont exportés. Enfin, la rénovation du bâti existant dans les villages (à partir de matériaux biosourcés) permet aussi l'accueil d'un tourisme fondé sur du partage de maisons afin d'éviter la vacance de logements et le mitage du paysage.

Chaque récit a ensuite été mis en débat pour en identifier les points critiques.

Sur le périurbain de l'ouest parisien ont été soulignés : les questions d'acceptabilité sociale de la transformation du paysage (haies), le décalage entre la demande de la restauration collective (des légumes épluchés, nettoyés) et ce que les agriculteurs peuvent fournir, la difficulté à mettre en regard l'offre et la demande, la manière de réintroduire de l'élevage sur ce territoire qui n'en compte quasiment plus, le problème des logements agricoles manquants sur le plateau de Saclay (pour pouvoir effectivement installer les agriculteurs prévus par les fermes collectives).

En Brie laitière, les points critiques repérés semblent être de deux grands ordres : il s'agit de réintroduire de l'élevage dans un territoire qui n'en compte finalement plus beaucoup aujourd'hui, et surtout de penser des activités collectives (ateliers d'élevage dans des structures collectives, ateliers de transformations collectives) dans un territoire où l'action collective n'est pas du tout ancrée.

Enfin, sur l'Ouest vosgien, ont été discutés : les moyens de rénover les processus de décision, les fonctionnements démocratiques ; les limites à dépasser pour la gestion du foncier ; et les modalités selon lesquelles, dans ce scénario, le territoire envisagerait de nouer des relations avec l'extérieur (et en premier lieu les territoires limitrophes).

2.3. Retours des participants sur le séminaire et perspectives

L'intérêt de croiser les terrains a été souligné :

- Parce que c'est « agréable de découvrir le contexte (agricole) d'autres régions » ;
- Parce que cela a pu permettre d'imaginer un partenariat-jumelage entre des agriculteurs de territoires différents pour alimenter des magasins de producteurs avec une offre plus complète (tout en connaissant la provenance des produits, et en pouvant associer un récit au produit) ;
- Parce que cela invite à réfléchir sur les complémentarités entre territoires.

Le séminaire a aussi été reconnu comme un temps important pour les collectifs locaux pour se retrouver et travailler ensemble. Le travail de projection « et de rêve » a tout particulièrement été apprécié.

Le temps 1 a notamment mis en évidence que le schéma de flux présenté de façon statique ne permet pas forcément de mettre suffisamment en lumière le caractère systémique et les interdépendances entre les tailles respectives des différentes boîtes (les prairies, les cultures, le bétail, la transformation, la consommation...) et les flèches de flux (entre, vers ou hors des boîtes). Pour le dire simplement, les participants ont pu dire qu'il fallait augmenter la production en fruits et légumes, sans aller jusqu'à imaginer les conséquences éventuelles en termes de diminution d'autres types de productions et donc de répercussions sur les imports ou exports. La réalisation d'un outil pédagogique dynamique nous paraît donc une piste à explorer.

Nous avons constaté (et apprécié) un fort investissement des acteurs participants au séminaire avec un travail de projection vers le futur intéressant ; dans le même temps s'est exprimé le sentiment chez plusieurs d'entre eux qu'ils manquent de moyens pour élargir le cercle des personnes concernées. Certains participants ont même déclaré avoir acquis une prise de conscience accrue à l'issue du séminaire de l'ensemble des difficultés auxquelles ils doivent faire face. Il nous incombe donc *a minima* de leur fournir une restitution des sorties du séminaire dont ils pourront se servir pour aller dialoguer avec leurs pairs sur leur territoire.

Enfin, des axes de travail pour la recherche sont appelés par ce séminaire :

- Se demander comment réfléchir les communs ;
- Articuler avec les questions d'urbanisme et d'aménagement du territoire (à l'échelle nationale) qui se sont invités fortement dans les débats lors de ce séminaire ;
- Approfondir la question des inter-territorialités.

3. Rédaction d'un article autour de la notion d'inter-territorialités (en soumission)

L'objectif dans cet article est de questionner, au regard de la situation actuelle, les capacités et les chemins de transition qui permettraient une reconnexion entre agriculture et alimentation à une échelle territoriale. Nous retenons une définition plurielle du « territoire », conçu à la fois comme un espace géographique, un système de représentations de cet espace, et un système d'acteurs (Moine, 2006). Il s'agit d'un espace socialisé, dont l'appropriation - par son pouvoir politique ou par ses habitants - peut être matérielle ou symbolique. Nous considérons aussi que le territoire est « *le résultat matériel d'un processus de coévolution entre les établissements humains et le milieu ambiant* », défini avant tout comme « *un ensemble de relations* » (Magnaghi, 2014). Sur les trois terrains contrastés supports de ce projet, nous analysons les situations actuelles, marquées par un régime dominant, mais dans lesquelles naissent et s'expriment des initiatives alternatives, en nous fixant deux enjeux.

D'une part, il s'agit de regarder chacun des terrains pour ce qu'il est, en identifiant et analysant ses logiques et ses potentialités propres, mais sans nier l'importance de ses rapports à d'autres territoires et notamment le rôle de la hiérarchie urbaine dans la dynamique des espaces ruraux. Face à l'enjeu de reconnexion, nous choisissons « *d'explorer des formes nouvelles de rétroactions* » (Le Caro et al., 2016), d'analyser à la fois les dynamiques endogènes aux territoires et les formes d'articulation entre territoires.

D'autre part, nous envisageons l'enjeu de la reconnexion entre agriculture et alimentation dans ses dimensions matérielle et cognitive. Il s'agit d'appréhender conjointement les pratiques socio-spatiales des individus ou des groupes et les représentations, les images, les valeurs ainsi que les pouvoirs qui les sous-tendent (Di Méo et Buléon, 2005).

Nous questionnons alors la manière dont on pourrait reterritorialiser l'alimentation sur ces trois territoires aux caractéristiques différentes selon trois dimensions : flux matériels et humains, organisationnelle, et idéelle. Sur chaque territoire, au portrait pourtant singulier, nous montrons que des caractéristiques communes, liées au régime dominant, existent : les lieux de la production ne coïncident que très faiblement avec les lieux de la consommation, les besoins alimentaires locaux pouvant dépasser largement les capacités productives de certaines catégories d'aliments ou au contraire être en deçà de la production pour d'autres. L'encadrement fort

de la production agricole dans des filières très longues apparaît aussi comme une constante. Chaque territoire se trouve ainsi marqué par un certain nombre de verrous limitant la possibilité de relocaliser l'ensemble de son système agri-alimentaire (ou en tout cas dont il faudrait tenir compte pour imaginer une relocalisation).

Sur chacun de ces territoires, des initiatives qui tentent une reconnexion agriculture-alimentation se développent également. Cependant, qu'il s'agisse du régime dominant ou des initiatives alternatives, chacun de ces territoires se trouve dans une situation d'interdépendances aussi bien structurelles, politiques qu'idéelles avec des territoires plus ou moins voisins et son portrait ne peut se dresser que dans ses relations à des « extériorités ».

Le lien aux autres territoires, enfin, n'est pas que sous forme de flux matériels. De manière commune aux trois territoires, une structuration administrative, où des zonages entrecroisent les territoires et rendent floues certaines frontières, des représentations et des valeurs fondent la structuration de réseaux ou l'émergence d'initiatives alternatives, et des attentes parfois venues de l'extérieur cadrent ce que ce territoire « doit » être. Le constat que nous faisons est que « *pendant que la territorialisation bat son plein, le laboratoire social déborde les territoires, non pas seulement dans leurs formes concrètes, mais dans leurs principes mêmes* » (Vannier, 2005).

Nous concluons sur une proposition de reformulation des enjeux mettant l'accent sur le caractère relationnel de la reterritorialisation. A la question initialement posée : « *Comment s'amorce une reterritorialisation de l'alimentation sur trois territoires aux caractéristiques différentes ?* », nous répondons : en tissant, en densifiant, en diversifiant des liens (structurels, fonctionnels, idéels) au sein des territoires mais également entre territoires. S'il s'agit bien évidemment de relocaliser, de réduire l'ouverture des flux, c'est-à-dire de « *poser le « territorial » par différence avec le niveau global* » pour reprendre les termes de R. Lagarnier et al. (2002), il s'agit aussi et surtout de changer les raisons de ce qui met en lien.

La reterritorialisation serait alors la création de nouvelles inter-territorialités fondées sur des logiques et des systèmes de valeurs différents de ceux qui prévalent aujourd'hui. Dans le système agri-alimentaire industriel capitaliste et mondialisé, les territoires sont essentiellement « traversés par des flux ». C'est ce que Thierry Paquot nomme « *la dépréciation des territoires par un capitalisme financiarisé hors-sol* »³.

Reprenant la notion d'amphibiose proposée par le microbiologiste T. Rosebury en 1960, C. Brives (2020) propose la « pluribiose » pour penser les manières de vivre (dans le cas qu'elle examine, avec les virus). Avec ce concept, l'auteure met en avant des spectres de relations plurielles entre des entités toujours en devenir, travaillées, transformées par leurs rencontres avec d'autres vivants. Dans ce modèle, les entités, relations et milieux sont foncièrement fluents, et profondément relationnels. C'est un modèle qui nous semble riche à transposer aux territoires, aux systèmes socio-technico-écologiques, aux systèmes alimentaires territorialisés, en tant qu'entités en interrelations.

Dans cette perspective, la reterritorialisation n'est pas une voie médiane, ou tiède, entre d'un côté un système alimentaire mondialisé capitalistique et de l'autre des systèmes autonomes entendus au sens d'isolats territoriaux. La reterritorialisation est une voie éminemment relationnelle, fondée sur un système de valeurs profondément différent. Il s'agit, d'opposer aux chaînes globales, des « *liens qui libèrent* » (Bednik, 2013).

Bibliographie

- Anglade J., Billen G., Garnier J. (2017). Reconquérir la qualité de l'eau en régions de grande culture : agriculture biologique et reconnexion avec l'élevage. Fourrages. 231, 257-268. www.afpf-asso.org
- Barataud F., Durpoix A., Fèche R., Garcia T., Catherine C., Schott C. (2019). Produire et s'alimenter localement en bio : histoires d'engagements et de compromis collectifs, *Géocarrefour*, 93 (3), 1-16.
- Baysse-Lainé A., Perrin C. (2017). Les espaces agricoles des circuits de proximité: une lecture critique de la relocalisation de l'approvisionnement alimentaire de Millau. *Natures Sciences Sociétés*, 25(1), 21-35.

³ https://www.liberation.fr/debats/2020/05/20/du-passe-faisons-table-rase-vive-les-bioregions_1816252/

- Bednik A., 2013, Quand l'agro-écologie tisse des « liens qui libèrent » : une expérience colombienne, Paru dans Franck Gaudichaud (dir.), Amériques latines : émancipations en construction, Cahiers de l'émancipation, Syllepse, janvier 2013
- Benoit M., Garnier J., Beaudoin N., Billen G. (2016). A network of organic and conventional crop farms in the Seine Basin (France) for evaluating environmental performance: yield and nitrate leaching. *Agricultural Systems*, 148: 105–113. <http://dx.doi.org/10.1016/j.agry.2016.07.005>
- Billen G., Garnier, J., Lassaletta L. (2013). Modelling the nitrogen cascade from watershed soils to the sea: from regional to global scales. *Phil. Trans. R. Soc. B* 2013 368, 20130123. DOI: 10.1098/rstb.2013.0123
- Billen G., Le Noë J., Garnier J. (2018). Two contrasted future scenarios for the French agro-food system. *Science of the Total Environment* 637-638: 695-705.
- Billen, G., Aguilera E., Einarsson, R., Garnier, J., Gingrich, J., Grizzetti, B., Lassaletta, L., Le Noë, J., Sanz-Cobena, A. (2021). Reshaping the European agro-food system and closing its nitrogen cycle: the potential of combining dietary change, agroecology, and circularity. *One Earth* 4: <https://doi.org/10.1016/j.oneear.2021.05.008>
- Billen G., Garnier J., Barataud F., Mignolet C., Petit C., Schott C., De La Haye Saint Hilaire L; Pomet A. (2020), TORSADES : la reconexion agriculture-alimentation à l'échelle de trois petits territoires, Rapport PIREN Seine, 15pp.
- Bonnefoy S., Brand, C. (2014). Régulation politique et territorialisation du fait alimentaire: de l'agriculture à l'agri-alimentaire. *Géocarrefour*, 89(89/1-2), 95-103.
- Brives C., 2020, Pluribiose. Vivre avec les virus. Mais comment ?, Terrestres, catégorie Essais, n°14, <https://www.terrestres.org/2020/06/01/pluribiose-vivre-avec-les-virus-mais-comment/>
- Di Méo G., Buléon P., 2005, *L'espace social : lecture géographique des sociétés*, Armand Colin, Paris.
- Garnier J., Anglade J., Benoit M., Billen G., Puech T., Ramarson A., Passy P., Silvestre M., Lassaletta L., Trommenschlager J.-M., Schott C., Tallec G. (2016). Reconnecting crop and cattle farming to reduce nitrogen losses in river water of an intensive agricultural catchment (Seine basin, France). *Environmental Science and Policy*. 63: 76–90.
- Lagarnier R., Villalba B., Zuindeau B., 2002, Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire, *Développement durable et territoires*, 1, <http://developpementdurable.revues.org/774>
- Lamine C. (2012). « Changer de système »: une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux. *Terrains & travaux*, (1), 139-156.
- Lassaletta L., Billen G., Garnier J., Bouwman L., Velazquez E., Mueller N.D., Gerber J.S. (2016). Nitrogen use in the global food system: Past trends and future trajectories of agronomic performance, pollution, trade, and dietary demand. *Environ. Res. Lett.* 11.
- Le Caro Y., Jousseume V., Poulot M., Rouget N., 2016, *Annales de Géographie*, n° 712, p. 553-563
- Magnaghi A., 2014, *La Biorégion urbaine. Petit traité sur le territoire bien commun*, Eteropia France/Rhizome, 174p.
- Mignolet, C., Fèche, R., Schott, C., Barataud, F. 2018. Concevoir un système agri-alimentaire territorialisé en milieu rural : vers l'émergence d'un living-lab pour impulser de nouvelles pratiques agricoles et alimentaires à différentes échelles de territoire, revue AES, vol8, n°2, décembre 2018 : Agronomie et design territorial, <https://agronomie.asso.fr/carrefour-inter-professionnel/evenements-de-lafa/revue-en-ligne/revue-aes-vol8-n2-decembre-2018-agronomie-et-design-territorial/revue-aes-vol8-n29-decembre-2018-agronomie-et-design-territorial/>
- Moine A., 2006, Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie, *L'Espace géographique*, 2 (Tome 35), p. 115-132. DOI : 10.3917/eg.352.0115. URL : <https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2006-2-page-115.htm>
- Schott C., Puech T., Mignolet C. (2018). Dynamiques passées des systèmes agricoles en France : une spécialisation des exploitations et des territoires depuis les années 1970. *Fourrages* (235) : 153–161.
- Tedesco, C, Petit, C, et al. (2017) Potential for recoupling production and consumption in peri-urban territories: the case-study of the Saclay plateau near Paris, France”, *Food Policy* 69: 35-46.
- Vannier, 2005, L'interterritorialité : des pistes pour hâter l'émancipation spatiale. Benoît Antheaume et Frédéric Giraut. *Le territoire est mort, vive les territoires*, IRD Editions, pp.317-336, 2005. halshs-00177581
- Xiao, Y., Mignolet, C., Benoit, M., Mari, J.-F. (2015). Characterizing historical (1992–2010) transitions between grassland and cropland in mainland France through mining land-cover survey data. *Journal of Integrative Agriculture*, 14 (8), 1511-1523. DOI : 10.1016/S2095-3119(15)61103-0